



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?

Afghanistan-Sahel : même combat ?

Philippe Ryfman



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/3251>

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 122-126

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Philippe Ryfman, « Afghanistan-Sahel : même combat ? », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/3251>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Afghanistan-Sahel : même combat ?

Philippe Ryfman

RÉFÉRENCE

Serge Michailof, *Africanistan, L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?*, Paris, Fayard, 2015

- 1 Le paradigme de l'expert ne parvenant pas à se faire entendre, alors qu'il tente d'avertir les « décideurs » d'un risque identifié par lui comme majeur est un classique des sociétés démocratiques. Happés par l'urgence, la gestion du quotidien et l'information en continu, les dirigeants politiques et responsables administratifs, militaires ou économiques allèguent souvent n'avoir guère le temps de chercher à comprendre. Si, en plus, il leur faut écouter un spécialiste, s'appuyant sur des expériences passées, généralement désastreuses pour leur permettre d'anticiper, c'est trop leur demander ! De toute façon, leur cadre temporel d'activité favorise une réactivité dans l'immédiat et non l'ancrage dans la durée, encore moins la construction de politiques publiques fines, non spectaculaires et pointues. Quant au bénéfice politique ou bureaucratique qu'ils tireraient de pareille écoute (et mise en place de telles politiques), il est réputé inexistant.
- 2 Les universitaires et chercheurs ont un long usage de ce rejet. Ils s'en accommodent à travers la reconnaissance par leurs pairs, au sein du milieu scientifique. Quant à ceux qui ne bénéficient pas de l'onction académique, ils prennent peu à peu – au terme de carrières bien remplies – du champ et s'investissent dans des conseils d'administration de fondations ou d'ONG au point de se déconnecter de leur spécialité, non sans amertume parfois. Certains, pourtant – et heureusement – ne se résignent pas.
- 3 Serge Michailof, un des meilleurs connaisseurs français et un praticien hors-pair des problématiques de développement, d'aide internationale et de transition post-crise, est de ceux-là. Car plus que jamais un sentiment d'urgence l'habite. Après avoir occupé des fonctions à la Banque mondiale ou à l'Agence française de Développement (AFD) et publié de nombreux articles ou livres¹, il a réalisé ces dernières années des missions de consultant de haut niveau que lui ont confiés – de l'Asie centrale au bassin du Congo – des institutions internationales ou des États.
- 4 Pour tenter donc de s'extraire dudit paradigme, il a entrepris d'abord une réflexion approfondie s'alimentant de ses activités d'enseignement², et de nombreuses conférences données aussi bien devant des parlementaires, des attachés de défense, divers forums et instituts spécialisés en relations internationales. Loin de se contenter de plaquer des grilles de lecture pré-formatées sur son sujet, il a poussé l'approfondissement jusqu'à faire circuler plusieurs versions du manuscrit en vue de l'enrichir des remarques, critiques et objections de ses premiers lecteurs. Puis il s'est mué en véritable « lanceur d'alerte ». La sortie de ce nouveau livre est un élément-clé de la mission qu'il s'assigne dans ce cadre.



- 5 Car la situation de l'Afrique subsaharienne, du Sahel particulièrement – et encore plus spécifiquement celle des quatre pays enclavés que sont le Burkina-Faso, le Mali, le Niger et le Tchad – l'inquiète profondément. Dès l'avant-propos, le contexte est posé : « Le continent est un véritable baril de poudre. La poudre s'appelle démographie. Et le détonateur se nomme emploi » (p. 8). Car si le continent va mieux, cela n'est vrai qu'en partie. Pour l'auteur, on est passé trop facilement de l'afro-pessimisme à l'optimisme béat qui ne voit plus dans les pays africains qu'un eldorado pour investisseurs... Or, le Sahel est une zone immense qui comptera 200 millions d'habitants en 2050 (p. 189), et dont les États cumulent une série impressionnante de facteurs de fragilité. Michailof les identifie d'autant plus facilement³ que, lors de la dernière décennie, il a été aux premières loges pour suivre les opérations d'aide internationale en Afghanistan, durant la période ayant suivi l'intervention américaine d'octobre 2001. Même si quelques succès ponctuels ont été enregistrés, l'échec global est patent et se traduit par une instabilité politique majeure, ainsi qu'un retour en force de l'insurrection talibane dont les milices contrôlent *de facto* plusieurs provinces.
- 6 Cet arrière-plan explique le titre du livre en forme de jeu de mots et l'argumentation d'un auteur exposant de façon lumineuse quelles leçons pourraient ou devraient être tirées de cet insuccès afghan pour le Sahel et notamment les quatre pays précités, les plus directement menacés selon lui. Naturellement le cas du Mali vient aussitôt à l'esprit, puisqu'en dépit de l'intervention française en 2013 et de la présence de troupes des Nations unies, l'avenir y reste fortement incertain. Cependant le Niger, voire le Tchad, ne seraient guère mieux lotis.
- 7 Les lecteurs familiers de cet essayiste retrouveront dans ce dernier *opus* son style percutant, la clarté de l'exposé, les références sérieusement sélectionnées et toujours pertinentes, le croisement des apports de diverses disciplines. Le tout agrémenté de nombreuses anecdotes personnelles. Michailof n'est un adepte ni de la langue de bois, ni de l'ellipse et a le sens de la formule. L'écriture est alerte, et le nombre de pages ne doit pas rebuter : le livre se lit aisément et rapidement. Le résultat est remarquable et va même au-delà de l'objectif affiché : à plusieurs reprises, il sort du cadre sahélien pour évoquer plusieurs autres pays où il a accumulé une large expérience, comme la Côte d'Ivoire, le Kenya ou le Nigeria...
- 8 Son argumentation se déploie en quatre parties, combinant le factuel, des exemples illustratifs, le didactisme et une forme de pédagogie nullement pesante, au contraire. Car Michailof sait de quoi il parle et manifeste une empathie profonde pour les sociétés et les populations africaines. Loin de lui l'idée de jouer les Cassandre, les prophètes de malheur ou les nostalgiques d'une époque révolue, il invite à regarder la vérité en face, notamment quant aux réalités concrètes de la situation des pays d'Afrique subsaharienne. Dans un chapitre très éclairant, il stigmatise ainsi – dans le domaine agricole – des discours qui masquent l'inaction. Notre essayiste expose ses idées pour sortir l'agriculture sahélienne de l'impasse, par exemple à travers la petite irrigation privée (p. 73), tout en soulignant que si rien n'est rapidement fait, les effets combinés du réchauffement climatique et de la démographie conduiront à court terme dans une impasse dont on ne pourra plus sortir. Or « le temps presse » (p. 89).
- 9 Dans sa seconde partie, Michailof revient sur le concept d'État fragile et analyse les facteurs de fragilités, notamment ceux des institutions. Cet excellent connaisseur de la Côte d'Ivoire n'a pas résisté, à juste titre, à consacrer à ce pays son chapitre 7 dans lequel il analyse « sa descente aux enfers » à partir des années 1980 jusqu'à la crise post-

électorale de 2010. Si le pays est aujourd'hui stabilisé, a renoué avec l'expansion économique et se représente en futur émergent, il reste néanmoins confronté à de considérables défis que l'auteur détaille.

- 10 Le cœur du livre est constitué de la partie intitulée « Leçons d'Afghanistan pour le Sahel ». En quatre chapitres – où il se demande si la zone n'est pas en voie d'« afghanisation » –, il explique de façon rigoureuse que la sécurité ne peut être durablement confiée à des forces étrangères. Ensuite que les agences d'aide – à commencer par les bailleurs – doivent suivre une stratégie d'intervention réfléchie. Cela peut paraître une évidence, mais tel n'a pas du tout été le cas en l'espèce. Enfin, troisième leçon, dans les pays fragiles et en post-conflit, la priorité doit être donnée à la reconstruction d'institutions régaliennes modernes et efficaces. Rien de tel n'a malheureusement été réalisé avec succès en Afghanistan.
- 11 On aurait compris que notre *whistleblower*⁴ en reste là, mais son projet est encore plus vaste. En effet, dans sa partie conclusive intitulée simplement « Que faire ? » (la plus courte, mais pas la moins dense), il expose aussi bien l'urgence de créer des emplois en milieu rural, que de reconstruire désormais les armées nationales ou d'agir sur les évolutions démographiques. Et surtout – c'est une de ses grandes idées – de mettre en place dans chaque pays un mécanisme de pilotage stratégique des ressources d'aide à l'international (p. 297). Il s'exaspère aussi, s'agissant de la France, qu'en dehors du ministère de la Défense « le sentiment d'urgence face à la crise au Mali et de façon générale au Sahel ne s'est pas encore imposé dans l'ensemble des administrations impliquées, qui fonctionnent toujours avec une coordination minimum [alors qu'une] structure de coordination très forte s'impose à l'évidence » (p. 346-347). Michailof plaide pour rien moins que la recreation d'un « vrai ministère du Développement et de la Coopération internationale » ! Certes, il n'a pas la cruauté d'insister sur le fait qu'en dépit de certaines insuffisances et dérives, un dispositif de ce type a existé des années 1960 jusqu'au seuil des années 2000. Cependant, les gouvernements successifs – parfois avec les meilleures intentions – se sont méthodiquement employé depuis 1997 à le défaire sur le plan administratif, à en disperser les personnels et à manifester une parfaite indifférence pour la perte de compétences qui en a résulté. Reste qu'on partagera avec lui le sentiment que cette réforme majeure de l'architecture institutionnelle française n'a guère de chance d'être adoptée dans un contexte de comptes publics très dégradés.
- 12 Enfin avec un dernier chapitre consacré aux migrations et plus particulièrement à la situation des banlieues, il n'hésite pas à s'attaquer à un thème hautement incandescent et source de clivages profonds au sein de la société française, comme l'actualité quotidienne le montre. Et encore ces pages ont-elles été écrites avant la crise des réfugiés et l'exode migratoire de l'automne 2015... Ce sont probablement ces pages qui susciteront le plus de controverses, au risque d'occulter le propos général. On reprochera ainsi, probablement, à l'auteur de trop s'appuyer (sans les discuter) sur les travaux d'une démographe, Michèle Tribalat, qui pour intéressants qu'ils soient, sont fortement critiqués dans le milieu scientifique. Pareillement – au plan méthodologique – les analyses sur Boko Haram figurant au début du livre (p. 26 à 33) et l'impact déstabilisateur de cette guerre (car c'en est une) à la fois civile et étrangère, notamment sur des pays voisins (tels le Niger et le Tchad), auraient gagné à trouver leur place plutôt au sein du chapitre XII (et à être plus détaillées), ne serait-ce que pour la compréhension d'ensemble du lecteur qui ne suit pas forcément la situation en Afrique de l'Ouest au jour le jour... De même, ce dernier pourrait parfois « caler » devant une forme de trop-plein d'informations, de données.

Enfin, la conclusion complétée par un épilogue (beaucoup plus personnel) est – quoi qu'en dise l'auteur – plus pessimiste finalement que les chapitres précédents. De même, regrettera-t-on l'absence (en fin d'ouvrage) d'un index et d'une reprise des références essentielles de l'abondante bibliographie occupant de nombreuses notes de bas de page. Ils auraient été bien utiles.

- 13 Néanmoins, il s'agit là de péchés véniels et le lecteur trouvera ample matière à débats et réflexions denses et intenses, entre autres sur le rôle, les erreurs, les échecs, les demi-succès des agences d'aide, mais aussi des ONG. Si notre lanceur d'alerte n'est pas entendu par les décideurs, peut-être pourra-t-il espérer une écoute attentive au sein de la communauté non gouvernementale à laquelle il offre un riche terrain de capitalisation d'expériences et d'échanges. À partager dans une démarche civique !

NOTES

1. On renverra, par exemple, au précédent (déjà très remarqué) et que nous avons aussi chroniqué pour la Revue : *Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard, 2010.

2. À l'université Paris I, Panthéon-Sorbonne, ou à Sciences-Po Paris.

3. Selon son analyse, il s'agit du contexte politique, de la qualité des institutions et de la gouvernance, enfin de la capacité du pays à surmonter les défis se posant à lui. Il s'y ajoute des éléments de fragilité spécifiques à certains pays : fait ethnique, hétérogénéité religieuse, polarisation communautaire (pp. 127-135).

4. Terme anglais désignant un « lanceur d'alerte » qui – souvent de l'intérieur d'une entreprise, d'une institution – estime à partir d'informations (dont il a connaissance en interne) de son devoir de citoyen de porter à la connaissance du public des faits graves que des dirigeants dissimulent ou se refusent à prendre en considération. La démarche de l'auteur nous paraît assez similaire.

INDEX

Index géographique : Afghanistan, Sahel

Mots-clés : histoire de l'humanitaire, mondialisation

AUTEURS

PHILIPPE RYFMAN

Professeur et chercheur associé honoraire au Département de Science Politique de la Sorbonne, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne.

Chercheur sur les questions humanitaires et non-gouvernementales